

# Fac de droit de Montpellier : les gros bras identitaires démasqués

Faits divers - Hérault



Cinq jours après l'attaque, des étudiants avaient manifesté leur colère dans laes rues de Montpellier/ Photo DDM

Six mois après le coup de force d'un commando cagoulé en plein mouvement social à la faculté de droit de Montpellier, l'enquête a pris un tour plus politique, hier, avec la mise en examen de cinq proches des milieux identitaires et régionalistes.

Les assaillants plus ou moins masqués de l'amphi de la fac de droit de Montpellier (Hérault), ont visiblement été recrutés parmi les sympathisants de la Ligue du Midi, mouvement identitaire dirigé par Richard Roudier. Hier, Christophe Barret, le procureur de la République a confirmé l'incrimination pour intrusion et violences aggravées de six personnes dont une «dame de compagnie» de 47 ans : la compagne de Jean Luc Coronel de Boissezon, professeur de la fac de droit, impliqué dans l'opération et depuis suspendu d'enseignement. Celle-ci reconnaît avoir ramené au portable les «acteurs de la nuit», «parce que la situation devenait dangereuse à l'université mais en aucun cas, il s'agissait d'agir avec violence» a-t-elle assuré lors de sa garde à vue.Elle indique avoir agi de sa propre initiative sans avoir reçu de directive de la part de son compagnon.

## Le doyen leur a dit que c'était «le moment d'agir»

Ces «videurs d'amphi» armés de planches de bois récupérées sur des palettes sont sans emploi ou militaire à la retraite. Ils ont déclaré être proches des milieux régionalistes-nationalistes mais ils ne se recommandent pas de la Ligue du Midi pour cette opération.

«Il est acquis que le doyen Philippe Pétel a pris la parole devant ce groupe pour dire que c'était le moment d'agir», a aussi indiqué Christophe Barret, le procureur de la république.

En garde à vue au printemps dernier, le doyen, suspendu de ses fonctions avait soutenu qu'il pensait s'adresser à des membres du GIGN envoyés pour libérer l'amphi. Or, les gros bras de cette nuit de violence disposaient d'armes par destination : des planches de palette de chantier qui ne sont pas les «outils» habituels de maintien de l'ordre du GIGN. Et les futurs assaillants étaient en tenues civiles disparates. Ils disposaient en supplément d'un pistolet impulsion électrique dont il a été fait usage dans l'amphithéâtre alors que les étudiants et les activistes contre la réforme de l'université s'apprétaient à passer la nuit en occupation de la faculté.

## Violences aggravées

Martial Roudier, lui, est le fils de Richard Roudier, président de la Ligue du Midi. Avec un autre prévenu, il nie avoir participé à l'opération de la fac de droit. Mais, à l'évidence, le bornage des téléphones portables de tous les acteurs raconte un autre scénario, enrichi de deux réunions de concertation et de préparation en périphérie de Montpellier l'après-midi, puis un peu plus tard dans la soirée, à proximité immédiate de la faculté de droit.

Les cinq personnes mises en examen ont été placées sous contrôle judiciaire. Quatre d'entre elles l'ont été pour «violences aggravées» et «intrusion dans un établissement d'enseignement» et une pour complicité de ces délits, a précisé Christophe Barret. Une sixième personne a été placée sous le statut de témoin assisté.

## Soudain, l'occupation bascule dans la violence

Dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 mars, une dizaine d'hommes cagoulés font irruption dans l'amphithéâtre de la faculté de droit, où une poignée d'étudiants opposés la réforme de l'accès à l'université, qui ont prévu d'occuper les lieux toute la nuit, se trouvent encore. Le groupe se met immédiatement à tabasser à coups de poing et de planches les étudiants. Trois personnes sont hospitalisées, neuf plaintes sont déposées et l'université est fermée administrativement jusqu'au 3 avril. Une semaine plus tard, le doyen, Philippe Pétel, et un professeur de la fac de droit, Jean-Luc Coronel de Boissezon, sont mis en examen et suspendus de leur fonction. été mis en examen.

Cet épisode de violence a beaucoup marqué les Montpelliérains qui considéraient jusqu'alors cette fac, «très calme» et «sans histoires».

*Christian Goutorbe*

FAITS DIVERS

### Contenus sponsorisés



**Gautier Battistella** : drame familial à Verfeil



**Vanessa Marquez**, actrice de la série "Urgences", tuée par la police près de Los Angeles



**Djihadiste arrêté à Carcassonne en 2016** : des peines de 9 et 5 ans de prison requises



**Une femme de 74 ans violée dans la rue à Montauban**, un suspect arrêté et écroué



**Lac de La Ramée** : un jeune interpellé après s'être masturbé devant une promeneuse



**Un jeune automobiliste de 18 ans se tue sur la route**

---

### Sur La Dépêche

- Marseille** : une prof poursuivie pour des relations sexuelles avec cinq lycéens
- Gilbert Rozon accusé d'agression sexuelle** : les révélations accablantes de son ancienne belle-sœur
- Belgique** : elle lance un appel sur Facebook pour retrouver le bijou volé de sa défunte fille, les cambrioleurs le lui rendent
- Six mois pour violence sur son amie**
- Le calvaire d'une jeune femme, enlevée, séquestrée et violée**
- Feria de Nîmes** : un automobiliste fonce sur la foule et fait deux blessés

**Diese seltene Pflanze ist im Jahr 2018 der wertvollste Rohstoff ... und es ist nicht Safran**  
Ist dies das neue Gold?

**Mit 20 Minuten täglich meisterst du jede Fremdsprache**  
Die Babbel Methode

**Das flexible Internet von morgen! Jetzt das XL Paket mit unglaublichen 100 GB Datenvolumen**  
congstar Homespot XL

Publicité L

**Donner votre avis !** We respect your privacy! Charte de modération

**Connectez-vous pour écrire un commentaire**

We and our partners use non-sensitive information like cookies or device identifiers for purposes like displaying personalized ads, measuring traffic and preferences of our visitors as well as personalize content.

Click on the button to consent to these operations and maintain a tailored experience. You can change your preferences at any time by coming back to this website.

**Créer un compte gratuitement**

**Se connecter à mon compte**

### Réactions des lecteurs



**Nouveau lecteur**  
3 commentaires

**leikka, il y a 44 minutes** Agree & Close

Alliance évidente de la politique et de la "justice". Les responsables donc coupables!  
Gros dégâts gauchistes c'est le citoyen qui paie!

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
385 commentaires

**citoyenne, il y a 59 minutes**

Et les auteurs des dégâts de l'université Jean Jaurès démasqués ??? !!!

1 Signaler un abus

---



**Lecteur accro**  
22518 commentaires

**JeanMouclade, il y a 1 heure**

toujours les mêmes

1 Signaler un abus

---



**Lecteur impliqué**  
7751 commentaires

**jacquouillejb, il y a 1 heure**

toujours la même histoire , des gauchistes prennent occupation d' un établissement scolaire , cassent tout , taguent tout , des gens ulcérés d'un tel comportement , veulent se substituer aux forces de l'ordre , et c'est eux qui sont identifiés et condamnés , par contre , les vrais fauteurs de trouble , eux , ne sont et ne seront jamais identifiés et condamnés , quant à ns , pauvres contribuables , ns paierons les dégâts ;

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
586 commentaires

**JB, il y a 1 heure**

C'est pour quand les mises en examen pour dégradations aggravées de biens publics et intrusion dans un établissement d'enseignement ?  
Il n'y a pas eu un "peu" de casse dans les facultés et des gens qui n'avaient rien à y faire ?  
Ah oui, des gens d'extrême gauche donc forcément des gens biens !

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
602 commentaires

**bassearriege09, il y a 1 heure**

Hier comme aujourd'hui, toujours présents pour frapper ces "gros bras" de l'extreme droite !...

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
155 commentaires

**fabio31, il y a 1 heure**

octave 11 absolument d'accord avec vous !  
il faudrait s'interroger sur la promptitude de l'état à démasquer les "millitants identitaires, qui ce sont constitués maladroitement à la justice et la police, certes...alors que dans le même temps les milices d'extrême gauche cassent, vandalise et agressent partout sur le territoire et l'état bouge à peine !

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
526 commentaires

**betty29, il y a 1 heure**

puisqu'ils sont identifier, il faut demander aux parents le remboursement des frais occasionnés par leur rejeton. a Montpellier ou ailleurs....

1 Signaler un abus

---



**Lecteur impliqué**  
1319 commentaires

**COUCOU11, il y a 1 heure**

et les extrémistes de gauche qui on fait 8 millions d'euros de dégât dans les universités en juin ,sont identifiés !!!!!

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
355 commentaires

**coco2446, il y a 2 heures**

c'était des Benalla en puissance!!

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
254 commentaires

**Octave11, il y a 2 heures**

Ils ont fait, plutôt maladroitement il est vrai, ce que la police et la justice auraient du entreprendre au lieu de laisser pourrir la situation : l'évacuation immédiate de la faculté de droit... à Montpellier et ailleurs... on aurait ainsi économisé plusieurs millions d'euros de dégradations de la poche du contribuable...

1 Signaler un abus

---



**Lecteur régulier**  
716 commentaires

**dcc32, il y a 3 heures**

"le doyen, suspendu de ses fonctions avait soutenu qu'il pensait s'adresser à des membres du GIGN " moi qui pensait qu'un doyen était une personne intelligente , je me suis fourvoyé , ou alors il a des problèmes de vision pour confondre une matraque avec une planche de bois l'un pauvre type....une honte !!!! au trou tout ça

1 Signaler un abus





**VOTRE JOURNAL**  
Papier, sur web, tablette ou mobile



**LADEPECHE.FR**  
En illimité, sans publicités



**LE CLUB ABONNÉS**  
Invitations à gagner et réductions

**S'ABONNER DÈS 1€**